

RÉFLEXIONS SUR UN CONCILE...

Le n°108 du «*Monde Libertaire*» de janvier 1965 relatait sous le titre «*Tempête sur un Concile*» l'incident par lequel s'était terminée la troisième session du concile *Vatican-2*. La tempête, elle, n'était pas calmée et de profonds remous n'ont cessé d'agiter les milieux catholiques aussi bien laïques qu'ecclésiastiques. Il ne semble pas, d'ailleurs, que cette tempête soit sur le point de s'achever; elle pourrait, bien au contraire, redoubler d'intensité pendant et après la quatrième session.

L'incident rappelé ci-dessus concernait «*la liberté religieuse*», sujet qui, à l'époque, ne fut pas mis en discussion bien qu'une énorme majorité de participants en eût manifesté le désir. Il doit en être à nouveau question au cours de la quatrième session et, en raison des positions déjà connues, il est prévisible que la discussion sera, pour le moins, animée. En effet, le 28 sept. 64 déjà, le pasteur Richard pouvait écrire dans «*Réforme*»: «*Je songe à ces prêtres ou évêques me disant à Rome que si la déclaration sur la liberté était édulcorée, ils ne pourraient plus se soumettre*».

C'était, en termes à peine voilés, déclarer que l'ombre d'un schisme planait sur le concile.

De son côté, mais pour des raisons inverses, Mgr Pailler, archevêque coadjuteur de Rouen, déclarait devant le congrès de l'A.C.I. (Action Catholique des Milieux Indépendants): «*Je pense ne pas être pessimiste en disant que l'on peut craindre un schisme pour la fin de cette année et après la promulgation des textes sur la liberté religieuse et sur le schéma 13 qui traite l'Église devant le monde moderne*». Il continuait sa pensée devant le micro d'Europe n°1: «*Les lettres que nous recevons témoignent d'un refus d'obéissance et d'une fidélité à une certaine Église qui donne le ton de ce que pourrait être la préparation d'un schisme*». Il est clair que dans ce second cas les indociles ne sont plus les mêmes.

D'ailleurs, dans «*Itinéraires*» de juillet-août 1965, Mgr Marcel Lefebvre condamne «*l'inconcevable schéma de la liberté religieuse*» et déclaré que les objectifs désirés par les novateurs servent exactement les thèses soutenues par les protestants et les communistes. Le R.P. Daniélou dans «*La France catholique*» des 14 et 21 mai 1965 souligne que «*pour beaucoup d'esprits, liberté religieuse signifie précisément que les différentes doctrines sont considérées comme également valables*», mais précise que cette idée est erronée en indiquant que le texte proposé au concile ne dit nulle part «*liberté religieuse signifie que tout homme est libre de suivre les opinions qui lui plaisent*».

Ainsi, cette analyse, pour sommaire qu'elle soit, permet déjà de dégager trois positions: - les uns entendent que la liberté religieuse soit acquise; - d'autres s'y opposent formellement; - les tenants de ces deux positions menacent d'ailleurs de quitter l'Église si leur thèse ne prévaut pas; - enfin, la position du jésuite Daniélou expliquant que la liberté envisagée n'est pas vraiment la liberté.

En outre, l'abbé Deschamps explique dans «*Le Monde et la Vie*» de septembre 1965 qu'en tout état de cause: «*Nous ne devons pas nous inquiéter des majorités qui se dégagent des votes "puisque" c'est le Souverain Pontife, Chef Suprême de l'Église qui, en dernier ressort, peut modifier un tel avis ou même n'en pas tenir compte*».

D'ailleurs. Paul-6 ne s'était pas privé d'user de cette prérogative à l'occasion des débats de la 3^{ème} session sur la collégialité dont le contenu fut réduit à néant par une «*note explicative*» (citée dans le n°96 de «*La Pensée catholique*») ajoutée à la constitution conciliaire «*De l'Église*» sur l'ordre du pape lui-même, laquelle note «*renfermait*» simplement ceci: «*Le Souverain Pontife, en tant que Pasteur Suprême de l'Église peut exercer, en tous temps et à son gré, son pouvoir comme cela est requis par sa charge même*».

Cette intervention ne fut pas, on s'en doute, unanimement appréciée et «*Témoignage chrétien*» du 26 novembre 1964 évoquait la «*déception générale*» des évêques se regroupant dans les bas-côtés de Saint Pierre pour trouver quelque issue.

Alors, à quoi bon toute cette agitation, ces remous, ces prises de position spectaculaires, puisqu'en tout état de cause le dernier mot appartient au pape seul? Ils ont certainement quelque importance, suffisamment en tout cas pour inquiéter Paul-6 lui-même à tel point que celui-ci a tenté de les minimiser: «*Il ne faut pas trop attacher d'importance aux remous passagers, aux répercussions extérieures qui ne sont que l'aspect phénoménal du Concile*».

En réalité, ces tiraillements représentent, au sein de l'Église, deux tendances diamétralement opposées: les traditionalistes ou intégristes et les progressistes ou modernistes.

Les premiers ne peuvent admettre que l'évolution de la pensée sape les fondements traditionnels de l'Église et tiennent à lui conserver ses structures hiérarchisées et ses structures médiévales. Ils dénoncent les déviations «ouvriéristes», «le rapprochement avec le marxisme» (abbé Deschamps déjà cité). Louis Salleron dans «*La Nation française*» du 19 mai 1965 s'en prend à l'A.C.O. (*Action Catholique Ouvrière*): «*Si l'Action Catholique ne doit être chez les ouvriers qu'un super-syndicalisme, elle n'a plus aucun sens*». Michel de Saint-Pierre évoque une manœuvre politique s'élaborant à l'ombre de nos églises par «*l'Anti-France*» (*Le Monde et la Vie* de septembre 1965). Les traditionalistes sont évidemment opposés à toute assimilation de l'Église au monde moderne mais peuvent néanmoins, s'ils sont intelligents, apercevoir le fossé qu'ils ne veulent pas combler; ce qui amène par exemple Jean Guitton à se poser cette question dans «*Le Figaro*» du 28 juin 1965: «*Or, si les fidèles cèdent au doute sur la vérité, si leur certitude décroît, si la foi diminue, à quoi bon y gagner l'univers?*».

Les progressistes choisissent l'option contraire et pensent que pour que l'Église conserve son influence, c'est elle qui doit s'adapter au monde. Aussi, ne ménagent-ils pas leurs critiques: par exemple l'A.C.O. ose s'attaquer à la hiérarchie en proclamant que «*les structures de l'épiscopat ont besoin d'être rodées*». Le Cardinal Suenens, cité par «*La Croix*» du 6 avril 1965, déclare: «*Au Concile, les 2.800 évêques ont représenté le peuple fidèle et c'est le peuple fidèle qui leur a dicté les 9.000 suggestions proposées*». Le Père Chenu déclarait aux journées d'études sur l'information religieuse les 8 et 9 mai 1965: «*Les faits sont ressentis par les masses et la hiérarchie, en les écartant, connaît ce que l'Esprit révèle aux hommes du monde moderne*».

On conçoit évidemment que de telles idées ne soient pas partagées par les tenants de la tradition qui estiment que tout pouvoir vient d'*En-Haut*.

Certains progressistes ne craignent pas même de remettre en cause des principes sacrés, tel l'évêque de Cuernavaca, Monseigneur Mendez Arceo, qui déclarait le 9 avril 1965: «*L'Église a changé parce qu'elle devait changer. Elle secoue enfin son ancien orgueil. Elle a compris qu'elle n'est pas l'unique dépositaire de la vérité*».

Évidemment, de part et d'autre les attaques fusent et les propos sont souvent dénués de courtoisie.

Par exemple, H. Fesquet écrivant dans «*Le Monde*» des 4 et 5 juillet 1965: «*De larges secteurs de l'Église n'ont pas la culture et la spiritualité nécessaires pour s'adapter. C'est un des obstacles majeurs rencontrés par Vatican-2*». Encore plus savoureuse est la citation suivante puisqu'elle émane d'un ecclésiastique, l'abbé Deschamps, et concerne un autre ecclésiastique, l'abbé Laurentin, qui «*commente volontiers et sans discernement tout ce qu'on lui présente*».

Bien d'autres éléments seraient à citer, par exemple les échanges de propos dénués de charité chrétienne entre «*Témoignage chrétien*» et «*La Vie catholique*», mais ce journal n'y suffirait pas.

Nous ne pouvons que considérer avec satisfaction les dissents internes qui ravagent actuellement cette Église qui était encore «*Société parfaite*» en janvier 1946 (Pie-12 «*dixit*»), mais qui semble avoir perdu aujourd'hui sa sérénité divine.

Car nous n'oublions pas que, progressiste ou intégriste, elle a toujours pour but, outre ses préoccupations plus terre à terre et son rêve d'hégémonie mondiale, la propagation d'une croyance nuisible au développement de l'esprit et de l'intelligence de l'humanité.

Et même si certains aujourd'hui ont tendance à oublier ce qu'en disait l'un de leurs maîtres à penser, nous ne cessons, nous, de proclamer, reprenant ses paroles à notre compte, que «*la Religion est l'opium des peuples*».

«*France-Soir*» du 22 septembre nous apprend que le concile décide, à la majorité de 1997 voix contre 224, de prendre comme base de discussion le texte qui lui était proposé sur la liberté religieuse. Toutefois, cela ne change rien à la situation, car l'irréductibilité de l'opposition nous promet, dans les semaines à venir, le spectacle de jolies empoignades.

Robert PANNIER.
